

Réponse à la Déclaration gouvernementale 2004

Octobre 2004

Monsieur le Premier Ministre,
Messieurs et Mesdames les Ministres et Députés,

Si la direction que suit notre pays n'était aussi catastrophique, les membres du Front National s'esclafferaient du pétrin dans lequel Monsieur Verhofstadt, les ministres et les responsables des partis politiques traditionnels pataugent. Malheureusement, c'est notre peuple tout entier qui pâtit de l'incurie du gouvernement. Les dossiers actuels (B.H.L. et scission de l'arrondissement Bruxelles-Halle-Vilvoorde) illustrent bien l'incapacité des leaders politiques à diriger la nation. Face à tant de problèmes irrésolus, le Premier Ministre nous présente un programme gouvernemental dont les buts oscillent entre tentative de survie du gouvernement et fin de règne. Ce programme ne satisfait pas le Front National.

Cet auto-satisfecit esquivé de nombreux problèmes importants et par ses envolées et promesses lyriques ressemble plus à un programme électoral des partis traditionnels qu'à un document de travail. Il brille par des vœux pieux et est basé sur des statistiques souvent fort éloignées des réalités quotidiennes de la ménagère. Il est certes important de savoir s'il y a ou non croissance du PIB ou du PNB, mais il est mille fois plus important – du moins si l'on se proclame « démocrate » – de savoir si le pouvoir d'achat de notre peuple est en hausse ou en baisse. Or il est en baisse, l'augmentation des salaires ne suivant pas l'augmentation des prix. Le peuple travailleur est donc, de mois en mois, plus pauvre. Oui, Monsieur le Ministre, la Belgique est en voie de paupérisation. Vous nous parlez de 39.000 emplois supplémentaires – du moins, avouez-vous, s'agit-il d'un espoir... Je ne doute pas que vous soyez capable de faire baisser le chômage (du moins, dans les statistiques), mais pouvez-vous nous promettre que ces emplois nouveaux seront synonymes, pour les personnes engagées par les entreprises, d'une amélioration notable du niveau de vie ? Ou bien s'agira-t-il d'emplois précaires, sous-payés ? Au fait, ne nous parliez-vous pas voici deux ans de 200.000 emplois nouveaux, que vous alliez créer grâce à votre programme ultra-libéral ?

Afin de régler les conflits communautaires, vous prévoyez la création d'un forum. Il s'agit évidemment ici dans un pays qui a déjà un trop grand nombre d'institutions d'instaurer un « fromage » de plus. Savoir à quel niveau chaque tâche incombe doit dépendre de lois, et non d'un forum de beaux parleurs.

Le grand défi de votre agenda socio-économique est de mobiliser les travailleurs âgés le plus longtemps possible. Ils méritent pourtant, au terme d'une existence bien remplie, le repos – pension ou pré-pension. Hélas, les « jeunes » issus de l'immigration, sensés les remplacer (comptine officielle...) ne feraient-ils pas défaut ? Peut-on en conclure que l'intégration que prônent les laquais du mondialisme est un échec ? On nous prétendait pourtant jadis, que l'immigration extra-européenne était la solution au règlement des pensions. D'aucun pourraient prétendre aujourd'hui qu'il n'en est rien et assureraient même (qui sait ?) que l'immigration, extra-européenne coûte cher au pays... mais ne lui rapporte rien.

Toutes les mesures, tous les plans, toutes les réformes concernant l'amélioration du fonctionnement du marché du travail sont vouées à l'échec si l'on ne protège pas d'abord l'emploi. L'emploi des Européens. Pour ce faire, il est indispensable de voter des lois sanctionnant les délocalisations, sources de chômage et de misère pour les gens de chez nous. Je vous demande d'en prendre l'initiative, puisque vous en avez le pouvoir.

Votre déclaration concernant les nouveaux besoins sociaux et défis de société brille par son cynisme et par son manque d'audace. Majorer l'allocation des personnes handicapées ou en situation précaire de 1% relève de la fumisterie ou de l'humour noir. Qu'est ce % par rapport aux bénéfices annuels des banques ou des salaires cumulés de certains politiciens du système ? Puisqu'aujourd'hui aucun député socialiste n'ose dénoncer l'injustice, c'est au représentant du Front National qu'incombe cette tâche. Rapidement dépassées par l'augmentation des prix, les pseudo-améliorations de la coalition socialo-libérale n'apparaîtront bien vite aux yeux de nos compatriotes que comme des mesures camouflées de régression sociale.

Pas de politique écologique sérieuse pour le gouvernement violet ; on ne parle que « d'objectifs réalistes », de « concertations avec le secteur pétrolier » et de solutions en deçà de celles envisagées dans les pays voisins. Ah oui, diminuer les accises sur les limonades ! Ne me dites pas que vous touchez aussi chez Coca-Cola.

De tout les satisfecits que vous vous accordez, celui concernant la sécurité est le plus choquant. Lorsque dans la plupart des commissariats, on explique que pour une question de statistiques relatives à l'insécurité, il y a peu de chance qu'une plainte aboutisse, il ne faut pas s'étonner que les dits statistiques ne représentent rien. Il est vrai que dans les villes les plus touchées par le banditisme, le nombre d'agression a diminué. Oui mais pour augmenter dans les cités périphériques.

Affiner les dispositions de remaniement des polices, c'est bien ; développer les effectifs et le matériel de la police c'est mieux encore. Mais tout cela ne sert à rien si l'on ne s'attaque pas à la racine du mal : la société permissive et décadente.

Dans le même ordre d'idées, les mesures prises à l'encontre du terrorisme potentiel nous paraissent raisonnables. Encore ne faut-il pas susciter ce terrorisme en s'engageant dans des guerres sans issues, telle cette « mission » de maintien de l'ordre en Afghanistan. Il est hypocrite de prétendre ne pas vouloir faire la guerre en Irak, tout en remplaçant à Kaboul des troupes américaines en partance pour Bagdad.

Avouez, Monsieur le Premier Ministre, que la partie « justice » de la déclaration de politique générale est un simple copier-coller de la déclaration précédente. Certes des problèmes spécifiques à l'année en cours y sont ajoutés. Mais les problèmes récurrents semblent à votre gouvernement insolubles.

L'Europe, un rêve se concrétise. Oui effectivement. Mais vous voulez en faire un cauchemar. En plaidant pour que les négociations pour l'adhésion de la Turquie soient lancées dès l'an prochain, vous dénaturez l'Europe. Vous manifestez votre méconnaissance profonde de notre histoire, de notre culture et de nos traditions. La Turquie, Monsieur le premier Ministre, ce n'est pas l'Europe. De l'empire ottoman, bourreau des peuples slaves, à la république « laïque, mais aussi islamique » d'aujourd'hui, ce pays fut toujours l'ennemi de nos patries européennes. Il est certes un pion majeur sur l'échiquier yankee, mais il n'a rien d'européen !

Monsieur le Premier Ministre en 1999, vous aviez déclaré « avec moi le pays va rentrer dans le XXIe siècle ». Ce qui pouvait passer pour une douce lapalissade se transforme cinq ans plus tard en tragédie. Avec vos projets de gouvernement, nous retournons au XIXe siècle et à l'époque la plus noire du libéralisme.

